

COMMUNIQUE DES ELUS DE LA MAJORITE DEPARTEMENTALE

L'association nationale des élus communistes et républicains et la fédération nationale des élus socialistes et républicains se sont rencontrées le mercredi 8 octobre.

Lors de cette rencontre, les délégations ont examiné la menace inédite et grave que le Gouvernement fait peser aujourd'hui sur les collectivités territoriales.

Un appel national a été lancé en direction de toutes les associations pluralistes d'élus locaux.

Les projets du Président de la République et de sa majorité, en matière de finances et de fiscalités locales ainsi que d'organisation institutionnelle des territoires s'avèreront catastrophiques pour l'ensemble des collectivités et donc de leurs habitants. L'action locale, en matière de solidarité, d'investissement public, de développement durable des territoires, de réponse aux besoins quotidiens de nos concitoyens, est en péril.

Il est urgent, pour l'intérêt général, de consolider et de développer le travail devenu irremplaçable des collectivités locales et non de les mettre au pas.

La crise financière mondiale qui sévit aujourd'hui démontre cette urgence de reconquête de politiques publiques cohérentes. Par ailleurs, cette crise ne peut être le prétexte à masquer les lourdes responsabilités du gouvernement et de la majorité de droite parlementaire, qui vont chercher à faire supporter le cout de leur politique nationale par les collectivités locales et les citoyens.

Dans ce contexte alarmant, les élus de la majorité départementale souscrivent à la volonté d'un front commun contre la casse territoriale et appellent tous les élus à le rejoindre.